

**Assemblée générale**

Soixante et onzième session

Documents officiels

Distr. générale
6 janvier 2017
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 18^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 7 décembre 2016, à 10 heures

Présidente : M^{me} King (Saint-Vincent-et-les Grenadines)
Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires :
M. Ruiz Massieu

Sommaire

Point 134 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017
(suite)

Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, aux missions de bons offices et aux autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale et/ou le Conseil de sécurité (suite)

Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan

Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq

Point 149 de l'ordre du jour : Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Étude relative au Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine

Point 115 de l'ordre du jour : Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (suite)

b) Nomination de membres du Comité des contributions (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 134 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017 (suite)

Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, aux missions de bons offices et aux autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale et/ou le Conseil de sécurité (suite)

Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (A/71/365/Add.4 et A/71/595/Add.4)

Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (A/71/365/Add.5 et A/71/595/Add.5)

1. **M^{me} Bartsiotas** (Contrôleuse), présentant le rapport du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan pour 2017 (MANUA) (A/71/365/Add.4), souligne que les priorités stratégiques de la MANUA se fondent sur la résolution du Conseil de sécurité 2274 (2016), par laquelle le Conseil a décidé de proroger le mandat de la Mission jusqu'au 17 mars 2017. En effet, l'Afghanistan est toujours confronté à de graves difficultés politiques, économiques et sécuritaires, qui devraient se poursuivre en 2017. Les prévisions de dépenses de la MANUA s'élèvent à 170 millions de dollars, soit une diminution nette de 13 millions de dollars par rapport au montant approuvé au titre de la Mission pour 2016. Cette diminution globale s'explique principalement par la réduction nette de 57 postes civils, qui a été proposée, et par la diminution des dépenses opérationnelles prévues.

2. Présentant le rapport du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq pour 2017 (MANUI) (A/71/365/Add.5), la Présidente indique que le Conseil de sécurité, par sa résolution 2299 (2016), a prorogé le mandat de la Mission jusqu'au 31 juillet 2017, et a décidé que le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et la MANUI devraient continuer d'exercer leur mandat, comme le stipule la résolution 2233 (2015). Le Conseil a également souligné l'importance des efforts déployés pour contribuer à la stabilisation du pays et le développement durable à long terme, en particulier dans les zones reprises à l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL). En outre, le Conseil a insisté sur la nécessité de promouvoir le dialogue politique et la réconciliation nationale. La Mission a donc suivi ses engagements auprès des représentants du Gouvernement, des parlementaires,

des partis politiques, des représentants de la société civile, des chefs religieux et des animateurs de collectivités afin de trouver des solutions durables pour la période post-EIIL et de favoriser la tenue d'un dialogue politique sans exclusive et la réconciliation nationale. Les prévisions de dépenses pour 2017 de la MANUI s'élèvent à 117 millions de dollars, soit une diminution de 2 millions de dollars par rapport à 2016. Le tableau d'effectifs du personnel civil s'élevait à 858 postes, soit une réduction de 15 postes.

3. **M. Ruiz Massieu** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport du Comité consultatif sur les prévisions de dépenses pour 2017 de la MANUA (A/71/595/Add.4), indique que le Comité consultatif, bien qu'il recommande d'approuver les effectifs demandés au titre de la MANUA pour 2017, s'inquiète du nombre élevé d'accords de prêt dans cette Mission et regrette que les ajustements à apporter au tableau d'effectifs n'aient pas été effectués sur une base annuelle dans le cadre du processus budgétaire, sachant que la présence de nombreux postes temporaires était connue de longue date, et que ces mouvements de personnel n'ont pas été signalés pendant une longue période. Il regrette également que les organes intergouvernementaux compétents n'aient pas été informés des déploiements de personnel effectués et qu'ils aient donc examiné des tableaux d'effectifs ne reflétant pas la réalité des déploiements. Le Comité consultatif compte sur le Secrétaire général pour respecter les règles et pratiques recommandées pour les modifications d'effectifs dans le cadre des futurs projets de budget.

4. S'agissant des dépenses opérationnelles, le Comité consultatif demande une nouvelle fois que des informations détaillées concernant les prévisions de dépenses relatives aux services de sécurité figurent dans les futurs projets de budget de la MANUA et que la Mission renforce et mobilise ses propres compétences, en interne, plutôt que de s'en remettre à des consultants externes. Le Comité consultatif recommande donc une réduction de 10 % des ressources consacrées aux frais de conseil. Concernant l'empreinte écologique de la Mission, le Comité consultatif se félicite de l'initiative en matière d'énergie solaire et recommande que le Secrétaire général fournisse une analyse coûts-avantages de ce projet.

5. Présentant le rapport du Comité consultatif sur les prévisions de dépenses de la MANUI pour 2017 (A/71/595/Add.5), il indique que le Comité consultatif recommande l'approbation de la proposition du Secrétaire général pour la Mission, mais réaffirme que

le Secrétaire général doit entreprendre des mesures visant à renforcer le complément d'effectifs nationaux de la Mission, le cas échéant, en nationalisant des postes. Le Comité consultatif est informé du fait que les réductions d'effectifs de sécurité proposées pour 2017 auront une incidence sur la capacité de la MANUI à mener sur le terrain des activités liées à la sécurité et qu'il serait donc souhaitable de réintégrer certains postes de sécurité dans le budget de la Mission. D'un autre côté, il est également informé du fait que les vacances de cinq postes d'agent de sécurité depuis 18 mois ou plus n'ont pas nui au maintien de la sécurité de la Mission et de son personnel dans les conditions actuelles de sécurité. Le Comité consultatif est convaincu que cette apparente contradiction sera clarifiée suite à l'Assemblée générale, lorsque celle-ci aura examiné le rapport du Comité consultatif.

6. **M. Alawi (Iraq)** indique que les missions politiques spéciales jouent un rôle important dans la réalisation des buts et principes des Nations Unies, et sa délégation se félicite des contributions financières versées par les États Membres à l'appui de ces missions, en particulier à la MANUI. Le Gouvernement d'Iraq appuie sans réserve la MANUI dans la poursuite de son mandat et continuera de fournir à la Mission les meilleurs services possibles.

7. Chaque mission politique spéciale a ses particularités, qui sont reflétées dans les mandats établis par le Conseil de sécurité suite à des consultations avec les gouvernements. Ces consultations permettent de garantir le respect de la souveraineté des États et le principe de non-ingérence dans leurs affaires intérieures. Sa délégation se félicite de l'aide apportée par la Mission à l'Iraq par la promotion de la démocratisation et des droits de l'homme, la mise en place d'un dialogue politique et d'un processus de réconciliation nationale, la conduite d'un recensement national, l'encouragement des relations amicales avec ses voisins, et la mise en œuvre de réformes judiciaires.

8. La MANUI collabore avec les organismes humanitaires des Nations Unies pour aider les Iraquiens ayant fui leurs régions d'origine du fait de la campagne lancée par l'EIIL, et avec l'équipe de pays des Nations Unies afin de proposer une réponse régionale à la crise des réfugiés syriens. La Mission doit disposer de moyens humains et financiers suffisants, et toute réduction irait à l'encontre de ses efforts. Les prévisions de dépenses pour 2017, qui se situent à 117,43 millions de dollars, représentent une baisse de 2 millions de dollars par rapport à 2016. Cette proposition doit donc être examinée. Par ailleurs, toute suppression de postes injustifiée fragiliserait

également le travail de la Mission. C'est pourquoi la proposition d'une diminution nette de 15 postes doit elle aussi être examinée.

Point 149 de l'ordre du jour : Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Étude relative au Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (A/71/551 et A/71/646)

9. **M^{me} Bartsiotas** (Contrôleuse), présentant le rapport du Secrétaire général sur l'examen du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (BNUUA) (A/71/551), indique que depuis la création du BNUUA en juillet 2010, son mandat a gagné en ampleur, en volume et en complexité. Le BNUUA, son rôle et ses relations avec l'Union africaine ont donc fait l'objet de plusieurs études depuis 2013. Certaines conclusions recommandent de redéfinir les priorités stratégiques, en vue de renforcer la coopération politique et d'encourager les partenariats institutionnels et opérationnels au sein de l'Union africaine.

10. La restructuration proposée fournirait au BNUUA les ressources et la structure organisationnelle nécessaires pour répondre aux attentes pesant sur le partenariat entre l'ONU et l'Union africaine, notamment une meilleure intégration des fonctions politiques, opérationnelles et d'appui du Bureau. Les propositions actuelles n'ont pas entraîné d'augmentation nette des prévisions de dépense dans le cadre du budget approuvé du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour la période 2016/17, ni du budget-programme approuvé pour l'exercice biennal 2016-2017.

11. **M. Ruiz Massieu** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport connexe du Comité consultatif (A/71/646), déclare que le Secrétaire général propose de restructurer le BNUUA via la création de trois postes supplémentaires (deux administrateurs généraux et un administrateur recruté sur le plan national), la suppression de cinq postes, le redéploiement de quatre postes et la réaffectation de 15 postes. Ayant examiné les fonctions des postes proposés, le Comité consultatif estime que les fonctions de chef de cabinet peuvent être exercées par le chef de bureau adjoint, et recommande par conséquent de ne pas approuver l'embauche du chef de cabinet D-1 proposé. Le Comité recommande que soient approuvés les autres changements de postes proposés.

12. **M^{me} Wairatpanij** (Thaïlande), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, souligne que le Groupe attache une grande importance au renforcement du partenariat entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine, en particulier dans les domaines de la paix et de la sécurité en Afrique, ce qui inclut les travaux du BNUUA. Elle appuie pleinement la proposition du Secrétaire général concernant la restructuration du Bureau, qui a pour but de consolider et de réorganiser les ressources humaines. Ces mesures permettraient de renforcer le partenariat entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine grâce à une meilleure intégration des Affaires politiques et des piliers des partenariats institutionnels et opérationnels du Bureau, ce qui contribuerait à la réalisation des missions dans de meilleures conditions.

13. Notant que la structure révisée proposée supposerait une réorganisation des composantes administratives et d'appui à la Mission, ainsi que la mise en œuvre du Service des partenariats institutionnel et opérationnel pour diriger la Section de la planification opérationnelle et des services consultatifs et la Section de la planification de l'appui aux missions, elle précise que le Groupe souhaiterait recevoir de plus amples informations sur la manière dont la dotation en effectifs proposée permettrait de renforcer la coordination et la gestion du Bureau, et notamment son rôle opérationnel et consultatif relatif à son implication auprès de l'Union africaine.

14. **M. Abdallah** (Tchad), prenant la parole au nom du Groupe des États d'Afrique, souligne que la relation entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine est essentielle à la réalisation de la paix et de la sécurité. Il souligne le caractère essentiel d'une plus grande cohérence stratégique et politique entre les deux organisations en matière de prévention et de règlement des conflits et de viabilité de la paix dans la région, et estime qu'il doit être possible de renforcer leurs relations dans les domaines de la paix et du développement. En effet, le développement est essentiel pour garantir la paix et la sécurité et atteindre l'objectif de l'Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons, de l'Union africaine, et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine ayant chacune leurs atouts, le partenariat stratégique qui les lie ne pourrait que bénéficier d'une collaboration plus étroite, notamment via des actions conjointes visant à remédier aux problèmes relatifs à la paix dans le monde, à la sécurité et au développement.

15. Le Groupe se félicite des progrès notables réalisés en matière de collaboration entre

l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine au cours de ces dernières années, notamment par la mise en place d'un cadre global pour le renforcement des partenariats dans le domaine de la paix et de la sécurité. Il lui semble nécessaire que le partenariat devienne une démarche systématique, harmonisée et stratégique, notamment par le biais de financements prévisibles des opérations de maintien de la paix autorisées par le Conseil de sécurité et dirigées par l'Union africaine. Le Groupe encourage l'Organisation des Nations Unies à continuer à travailler en coordination étroite avec la Commission de l'Union africaine et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine dans des domaines tels que la médiation, la consolidation de la paix, le renforcement des capacités, l'opérationnalisation de l'Architecture africaine de paix et de sécurité et la mise en œuvre d'Action 2063.

16. S'agissant de la proposition visant à renforcer le BNUUA et à améliorer l'exécution des mandats par la restructuration des ressources humaines, le Groupe souhaiterait de plus amples informations sur le rôle et les fonctions des ressources humaines proposées et sur les travaux du Service des partenariats institutionnel et opérationnel et la Section de la planification de l'appui aux missions, également proposés. Le Groupe aimerait également savoir de quelle façon la proposition pourrait renforcer le partenariat avec l'Union africaine dans le domaine de la paix et de la sécurité et offrir un soutien coordonné et cohérent de la part des Nations Unies à l'Union africaine, tant pour la construction de capacité institutionnelle à long terme, que pour les questions de soutien opérationnel à court terme.

17. Le partenariat en constante évolution noué avec l'Union africaine dans les domaines de la paix et de la sécurité, visant à faire face aux menaces qui pèsent sur le continent, requiert un nouveau renforcement de la capacité du BNUUA, pour que celui-ci soit en mesure de continuer à gérer cette relation stratégique et opérationnelle. Le Groupe appuie donc pleinement la restructuration du Bureau et participera de façon constructive aux débats sur cette question, afin de parvenir à un résultat positif dans les meilleurs délais.

Point 115 de l'ordre du jour : Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (suite)

b) Nomination de membres du Comité des contributions (suite) (A/71/102/Rev.1/Add.1)

18. **La Présidente** attire l'attention de la Commission sur la note du Secrétaire général (A/71/102/Rev.1/Add.1) portant sur la décision 71/406 de l'Assemblée générale, par laquelle l'Assemblée

nomme cinq membres au Comité des contributions pour un mandat de trois ans débutant le 1^{er} janvier 2017, reportant à une date ultérieure la nomination d'un membre au poste restant vacant. Dans la même note, le Secrétaire général informe l'Assemblée du fait que le Gouvernement gabonais avait proposé la candidature de M. Ndong Ella (Gabon) pour le poste vacant au Comité des contributions pour un mandat de trois ans prenant effet au 1^{er} janvier 2017 et du fait que sa candidature a été appuyée par le Groupe des États africains. Le Président considère que la Commission souhaite recommander la nomination du candidat par acclamation.

19. M. Ndong Ella (Gabon), pour les États africains, est recommandé par acclamation pour être nommé au Comité des contributions pour un mandat de trois ans prenant effet au 1^{er} janvier 2017.

La séance est levée à 10 h 45.